

ENTRETIEN

economie.union@sonapresse.com

Alexis Lamek : " la France sera toujours au premier rang aux côtés du Gabon "

Propos recueillis par : Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'union. Monsieur l'ambassadeur, au moment où vous prenez officiellement vos fonctions, quel est l'état de la coopération entre le Gabon et la France ?

Alexis Lamek: Je viens de prendre mes fonctions à Libreville. J'en suis très heureux et j'ai eu l'honneur de remettre mes lettres de créance à Son Excellence le président Bongo Ondimba ce matin même. Cela fait de moi, à partir d'aujourd'hui, un ambassadeur à part entière ! Autant dire que ma connaissance du Gabon ne repose pas encore sur une très longue expérience, mais je peux vous dire comment je vois la coopération entre nos deux pays, comment mon gouvernement la voit. Nos deux pays sont intimement liés, par notre histoire, par nos systèmes éducatifs, nos références culturelles. Par notre langue bien sûr. Et aussi par les priorités que nous portons sur la scène internationale. De ce point de vue, je suis frappé par la convergence de nos politiques sur ce qu'on appelle les enjeux globaux comme le climat, où le Gabon est en première ligne et sera à Glasgow le négociateur pour l'Afrique, sur les questions d'environnement ou de préservation de la biodiversité. Ces questions sont prioritaires pour nous aussi et le président Macron est en première ligne sur ces combats. Ce n'est donc pas une surprise que nous coopérons étroitement en la matière, comme le montre l'initiative que nos deux ministres des Affaires étrangères ont lancée il y a cinq semaines à Marseille, lors du congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), de création d'un Forum d'affaires pour la mise en place de chaînes de valeur durables en Afrique. C'est un bel exemple de leadership franco-gabonais par lequel les États accompagnent les entreprises dans la mise en place de modes de production durables. Nous avons beaucoup d'autres domaines de coopération globaux, et en particulier en matière de paix et de sécurité. Comme vous le savez,

le Gabon va entrer au Conseil de Sécurité à partir de janvier et nous aurons une belle partition à jouer ensemble pour remettre sur les rails cet organe, qui aujourd'hui a du mal à remplir son rôle tant il est divisé. La France et le Gabon sont deux pays profondément attachés à la construction du consensus. L'un comme l'autre, nous avons une diplomatie d'écoute et d'action, et je pense que nous pourrions travailler ensemble pour rapprocher les vues et arriver à des solutions sur les sujets les plus difficiles : règlement des crises, prise en compte des sujets nouveaux comme le lien entre le climat et la sécurité mondiale. Ce ne sera pas facile, mais si nous ne travaillons pas ensemble nous n'y arriverons pas. Vous nous verrez en tout cas souvent ensemble sur ces sujets. J'ajoute que les hasards de l'ordre alphabétique font que France et Gabon sont toujours assis l'un à côté l'autre à l'ONU, et j'y vois un très beau symbole de notre proximité !

Quelle est votre vision des liens entre les deux pays ? Avez-vous une feuille de route précise par rapport à la nouvelle politique africaine de la France ?

- Je vous ai parlé à l'instant de la proximité de notre relation en matière de diplomatie. Mais c'est une relation qui repose aussi sur des échanges humains extraordinairement denses, comme en témoigne le nombre important de nos compatriotes - environ 8 000 - résidant au Gabon, dont certains depuis très longtemps et qui ont construit leur vie au Gabon. Inversement, on ne compte pas le nombre de Franco-Gabonais ou de Gabonais vivant en France. Nous voulons continuer de rapprocher nos peuples, et c'est la raison pour laquelle le volet éducation est central dans notre dispositif de coopération, qu'il s'agisse de l'accompagnement de l'enseignement scolaire, ou de la mobilité étudiante. Ceci est particulièrement vrai du Gabon, mais c'est vrai de notre relation avec de nombreux pays africains. Cette approche était au cœur du discours qu'Emmanuel Macron a prononcé à Ouagadougou en



Photo: DR

novembre 2017, un discours historique qui s'adressait à la jeunesse africaine. Et c'est dans le prolongement de ce discours qu'a été organisé il y a deux semaines, à Montpellier, le Nouveau Sommet Afrique France. C'était une formidable célébration de la jeunesse, à laquelle ont participé une douzaine de jeunes Gabonais, des entrepreneurs, des chercheurs, des personnes actives dans les milieux associatifs et qui ont enrichi de leurs réflexions les échanges qui se sont tenus à Montpellier.

Que peut attendre aujourd'hui Libreville de Paris ? Surtout que le Gabon inscrit désormais sa politique diplomatique sous le prisme de la diversification de ses partenaires.

- Il est tout à fait naturel qu'un pays comme le Gabon ait de nombreux partenaires. Le traitement des crises complexes du vingt et unième siècle, la mise en place des modèles de développement véritablement durable, la nécessité d'avoir une réponse de santé publique qui soit à la hauteur de la gravité de la crise sanitaire : tout ceci nécessite l'implication et l'effort de nombreux partenaires. Mais je peux vous dire que la France sera toujours au premier rang aux côtés du Gabon. Nous sommes fiers d'être le premier partenaire économique et commercial et la vitalité de la relation économique entre nos deux pays contribue donc à l'emploi au Gabon. Par ailleurs, nous avons été les premiers à être aux côtés des Gabonais face à la pandémie de Covid-19, avec l'envoi de respirateurs dès le mois

de mai 2020, ainsi que d'appareils d'épuration extrarénale, et des équipements de protection individuels pour les soignants. Et en juillet 2020, nous avons fait don de 60 autres respirateurs pour continuer à aider les structures sanitaires gabonaises à mieux répondre à l'urgence sanitaire d'alors.

Vous arrivez dans un contexte marqué par la demande du Gabon de faire partie du Commonwealth. Cette initiative vous interpelle-t-elle, sachant la position stratégique du pays dans ce qu'il était convenu d'appeler le pre-carré français ?

- Il est naturel que le Gabon développe ses coopérations avec tous ceux qui ont à cœur de construire avec lui des relations prospères et respectueuses des intérêts des Gabonais. C'est dans cette approche que se situe la France et je serai heureux d'y consacrer mes prochaines années dans ce pays.

Le Gabon est-il encore la chasse gardée de la France au regard de certaines difficultés en rapport notamment avec l'obtention des visas des citoyens gabonais ?

- On ne peut raisonner en ces termes. Le Gabon et la France sont deux pays partenaires, dont la relation repose sur le respect et la confiance. Je souhaite donner davantage d'ambitions encore à cette relation, afin qu'elle s'enrichisse, à l'image du dynamisme de nos populations, notamment de nos jeunes, qu'un lien privilégié a toujours unis. Vous évoquez la question des visas qui est une vraie question. La France a suivi la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 30 juin 2020 qui restreint de manière temporaire les déplacements vers l'Union européenne. C'était indispensable, dans une logique de lutte contre la pandémie qui faisait alors rage. Ces restrictions - temporaires - concernent le Gabon, comme la majorité des pays du monde, y compris les pays comme les États-Unis et la Chine. Elles se traduisent notamment par la suspension de délivrance

de visas de court séjour, sauf motif impérieux, dont la liste est définie par le ministère français de l'Intérieur. Cette mesure peut paraître certes discriminante, mais encore une fois, elle est temporaire, s'inscrit dans une logique purement sanitaire, ne vise pas spécifiquement le Gabon et prévoit des exceptions.

Ainsi, dans le cadre de la promotion de la mobilité étudiante souhaitée par le président Emmanuel Macron, les étudiants gabonais régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur ont pu continuer à se rendre en France. Malgré l'épidémie de Covid, la France a maintenu ses frontières ouvertes pour les étudiants : 1 765 visas pour étudiants ont été délivrés en 2020. Depuis le début de la campagne 2021-2022, on compte un total de 1 100 visas délivrés. Au total, 4 607 Gabonais étudient actuellement en France...

... est-ce suffisant à vos yeux ?

- Ce cadre est bien temporaire et est amené à évoluer en fonction de la situation sanitaire et des dispositifs mis en place par les autorités des pays concernés. L'ambassade de France au Gabon a tenu informées nos autorités de l'évolution de la situation ici, de manière permanente. Elle n'a pas manqué de relayer tous les efforts importants entrepris par les autorités gabonaises dans la lutte contre l'épidémie de Covid qui nous concerne tous. Je continuerai à relayer auprès de mes autorités et des instances européennes toutes les actions que le gouvernement gabonais entreprendra. Je signale à cet égard que les autorités françaises viennent de prendre des nouvelles mesures en vue de l'allègement des contraintes sanitaires en autorisant la délivrance de visa de court séjour et de circulation aux personnes présentant un schéma vaccinal complet et les exemptant ainsi des motifs impérieux et de l'auto-isolement obligatoire.